



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

Cours d'été en Droit international & Relations internationales

Édition 2020

Institut de Formation des Ambassadeurs de la Jeunesse (I.F.A.J)

Cours de relations internationales et stratégiques

Par Mme. Manon Chemel

Introduction

Beaucoup estiment que le conflit israélo-palestinien prend naissance en 1948, lors de la proclamation de l'État d'Israël. C'est une erreur fondamentale dans le sens ou bien avant l'instauration de l'État hébreu, des tensions, des heurts et des assassinats étaient déjà notables dans la région. Au début du XXème siècle, des affrontements ont vu le jour entre population juive et arabe – affrontements qui se sont exacerbés au fil des années.

Pour comprendre le conflit actuel, il est indispensable de comprendre l'évolution des rapports entre les deux populations et comprendre les diverses influences internationales qui ont façonné l'état actuel de cette situation qui semble aujourd'hui inextricable.

Bien avant 1948, les populations juives ont commencé à émigrer vers la Palestine suite aux diverses agressions subies à travers le monde – notamment en Russie. En effet, face aux différents pogroms en Russie après l'assassinat du Tsar Alexandre II, des massacres contre les populations juives n'ont cessé d'être perpétrés. Avant son assassinat, les juifs voyaient un espoir d'intégration. Toutefois, après la disparition du Tsar, ces derniers sont très vite accusés de l'avoir tué. À partir de ce moment-là, ils sont malmenés, tués et leurs maisons sont détruites.

De plus, avec la mise en place des « lois de mai » promulguées par Alexandre III, des dizaines de milliers de juifs sont expulsés des villages et des villes. Certains luttent contre le tsarisme au travers de mouvements révolutionnaires tandis que d'autres choisissent de partir pour les États-Unis, l'Europe occidentale ou encore en Palestine. Entre 1881 et 1903, on assiste aux premières *Alyah* (signifie « *ascension* »), c'est-à-dire l'émigration des juifs en terre d'Israël. Cela se caractérise par le déplacement des juifs du monde entier venant vivre en Israël. Ces pionniers vont créer de nombreux villages – les *kibboutz*.

En 1894, l'« affaire Dreyfus » va influencer les esprits et convaincre certains juifs de la nécessité de créer un État pour le peuple juif. Par ailleurs, l'antisémitisme ambiant – perceptible en Europe comme à l'étranger - va donner naissance au mouvement sioniste.

Le sionisme est une idéologie politique fondée sur un sentiment national juif. Le sionisme est un courant d'idées prônant la reconstitution de la nation juive au sein d'un corps politique. Celui-ci résulte principalement de l'exclusion ethnique et de l'expulsion à laquelle les juifs étaient voués dans les différents pays.

En outre, *« Il s'agit d'un mouvement politique à la croisée de trois phénomènes : la volonté ancestrale des juifs de retourner à Sion (d'où le terme sionisme), les nombreux pogroms de la seconde moitié du 19^{ème} qui empêchaient les juifs des pays d'Europe de l'Est et de Russie de s'intégrer à leurs nations d'accueil ou d'obtenir une égalité juridique ; enfin l'aspiration à l'indépendance chère aux intellectuels juifs ».*

Son fondateur et organisateur est Theodore Herzl, un journaliste et écrivain austro-hongrois. Dans son ouvrage *« l'Etat des juifs »* en 1896, ce dernier développe l'importance de regrouper les populations juives dans un seul et même État. Cette idée est réitérée lors du Premier congrès juif à Bâle (Suisse) en 1897.

Toutefois, c'est en 1886 sous la plume du journaliste autrichien, Nathan Birnbaum, que le terme « sionisme » fut utilisé pour la première fois.

Partie I - La construction progressive de l'État d'Israël

Section 1 - La formation des premiers *kibboutz* et l'influence progressive des *Alyah* suite aux guerres mondiales

L'État d'Israël est né d'une volonté exprimée depuis la fin du XIX^{ème} siècle par la création du mouvement sioniste, sous l'impulsion de Théodore Herzl, un juif austro-hongrois à qui le projet israélien doit énormément dans son existence. En 1896, ce dernier publie « *l'Etat des juifs* », dans lequel il évoque et privilégie un retour à Sion (une des collines de Jérusalem), des juifs du monde entier afin d'y fonder un État pour les juifs.

En 1897, il réunit le premier congrès sioniste à Bâle et fonde l'Organisation sioniste mondiale. Lors du 7^{ème} congrès sioniste en 1905, la destination choisie pour installer le peuple juif est la Palestine. L'Ouganda et l'Argentine faisaient également partie des propositions. En effet, le 6^{ème} Congrès sioniste se réunit en août 1903 et la question ougandaise est à l'ordre du jour. Cette idée, qui a été plus ou moins bien accueillie, ne satisfait pas les délégués russes qui affirment que l'Ouganda n'est pas dans les textes sacrés. Ce sera finalement la Palestine. Theodore y justifie le choix de la Palestine : « La Palestine reste notre patrie historique inoubliable. Son seul nom constituerait pour notre peuple un cri de ralliement d'une extraordinaire puissance. ». Ce dernier rêve en effet de créer une sorte d'État refuge.

Toutefois, cette volonté se heurte au refus du Sultan Ottoman, Abdul Hamid II, d'autoriser l'émigration juive en Palestine. Malgré tout, les pogroms en Russie poussent les juifs à rejoindre la Palestine. Le premier kibboutz est créé en Palestine en 1909. Aux yeux des Européens, la Palestine est un pays de désolation complètement laissé à l'abandon. Ainsi, ils ne prêtent pas attention aux populations s'y trouvant et *de facto* ne s'intéressent pas à l'émigration des populations juives vers cette terre.

Sous l'impulsion du mouvement sioniste, les juifs achètent des terres afin de s'y installer et créer petit à petit l'État juif dont ils rêvent. Entre 1908 et 1913, on ne dénombre pas moins de onze

colonies juives. Les arabes quant à eux protestent contre la vente de terres aux juifs. Les premières tensions sont alors perceptibles.

Jusqu'à la Première Guerre Mondiale, la colonisation juive de la Palestine demeure extrêmement limitée. Toutefois, la Première Guerre Mondiale va redéfinir la carte du Moyen-Orient et inverser la tendance. L'Empire Ottoman est démantelé par les traités de paix et la carte du Proche-Orient se redessine sous l'impulsion des puissances occidentales. En effet, le Moyen-Orient se trouve administré par les puissances occidentales qui se partagent les différents pays en zone d'influence. En 1916, par les accords secrets Sykes-Picot, les Français et les Britanniques ont prévu de se partager le Proche-Orient en zones d'influence respectives. La Palestine est placée sous mandat britannique. La France, quant à elle, a la mainmise sur la Syrie.

Le 2 novembre 1917, Lord Arthur Balfour, ministre britannique des Affaires étrangères, adresse à un dignitaire juif britannique, Lord Lionel Walter Rothschild, une lettre dans laquelle il déclare que le gouvernement britannique « *envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif* ». Ceci constitue la première étape de principe de la création de l'État hébreu. En réalité, la déclaration de Balfour est surtout « un moyen pour les Britanniques d'obtenir un ralliement de poids : le soutien des juifs contre l'Allemagne ».

Toutefois cela entre en contradiction avec la promesse faite aux arabes. En effet, cela va dans le sens contraire de la fameuse Correspondance Hussein-Mac Mahon de 1916 démontrant le soutien du *Foreign Office* au projet d'un royaume arabe autour des souverains hachémites.

Pour clarifier les positions britanniques, un Livre Blanc est publié en 1922, affirmant qu'il n'y aurait pas d'État juif en Palestine, mais une sorte de communauté autonome. Deux peuples vont désormais vivre ensemble en Palestine. Plus tard, un Second livre blanc en 1930 préconisera quant à lui un arrêt de l'immigration juive ainsi que l'arrêt de l'acquisition de terres par le biais de l'Agence juive.

Dès 1922, la Société des Nations (SDN) attribue à la Grande-Bretagne un mandat pour créer un foyer national juif. En 1929, des émeutes éclatent entre juifs et musulmans sur la question du mur

des lamentations, seul vestige du Temple de Jérusalem et haut lieu du judaïsme. Parallèlement à cela, les *alyot* continuent d'augmenter. En 1940, il y aura 400 000 juifs en Palestine.

En 1936, une nouvelle révolte arabe, appelée « La grande révolte arabe », éclate contre les juifs et les Britanniques. Celle-ci est d'une envergure beaucoup plus importante que les précédentes. Elle commence par une grève importante de travailleurs arabes puis se généralise. Le bilan est lourd : 300 juifs et 100 arabes vont perdre la vie. De plus, cette révolte va durer pas moins de trois ans.

Pour assurer leur sécurité, les populations juives vont créer la Hashomer, une fédération qui veille sur la sécurité des colonies agricoles. En 1920 est également créée la Haganah (« Défense » en hébreu). Onze ans plus tard, l'Irgoun est créé à son tour, un groupe de défense plus radical que la Haganah.

Section 2 - La création de l'État d'Israël

En dépit des tensions existantes, le 29 novembre 1947, 33 pays membres de l'ONU votent la résolution 181 qui adopte un plan de partage de la Palestine. Cette résolution insiste sur le fait que le pays doit être partagé en deux États indépendants, l'un arabe et l'autre juif. Un régime spécial est prévu pour les lieux saints et un statut spécial pour Jérusalem, placée dans une zone internationale, est administrée par un gouverneur des Nations Unies. Ce plan est approuvé par le mouvement sioniste et est refusé par les arabes de Palestine.

Le 14 mai 1948, le Conseil national juif proclame à Tel-Aviv l'indépendance de l'État d'Israël. Le nouvel État est reconnu par Washington et Moscou, ainsi que par un nombre important d'États. Un homme, David Ben Gourion, lit la déclaration d'indépendance : « Nous proclamons la création de l'État juif en Palestine, qui portera le nom d'Israël ». Le 15 mai - soit un jour après - les forces des pays arabes entrent en Palestine. Les États arabes dont l'Égypte, Jordanie, Syrie, Liban et l'Irak déclarent la guerre à Israël.

Les forces égyptiennes s'emparent de Gaza et de la ville d'Hébron. La légion arabe jordanienne occupe partiellement Jérusalem. L'armée irakienne quant à elle franchit le Jourdain. Au prix de

pertes importantes, Israël sortira toutefois victorieuse de la guerre. Les forces israéliennes regroupées autour de l'Irgoun et de la Haganah ont réussi à prendre l'avantage dans les villes du littoral. La Haganah est créée en 1920 pour assurer la sécurité des populations juives, on peut la considérer comme l'ancêtre de Tsahal.

Du côté palestinien, la fin des affrontements va se traduire par un exode massif. De 1947 à 1948, 650 000 palestiniens fuient la guerre et la progression des troupes israéliennes. On parle de la « *nakba* » (la catastrophe) pour les Palestiniens. Cet événement conduit à leur éloignement et à devenir pour certains « réfugiés ». Les affrontements continuent dans le temps.

La deuxième guerre entre israéliens et arabes a lieu en 1967 et marque un tournant fondamental dans la dimension du conflit israélo-arabe.

Partie 2 - *Eretz Israel* et ses conflits locaux et régionaux

Section 1 - L'internationalisation du conflit : de la guerre des « Six Jours » à la guerre de « Kippour »

Le 5 juin 1967, Israël attaque par surprise les pays arabes. La surprise est en effet totale chez les populations arabes. En quelques jours, l'armée israélienne détruit avec facilités les forces égyptiennes dans le Sinaï. Dès le 8 juin, la bande de Gaza est occupée, le Canal de Suez atteint, la totalité du Sinaï occupé et Charm el Cheick entre les mains de Tsahal. C'est une victoire totale pour l'État hébreu qui voit sa superficie devenir beaucoup plus importante. Toutefois, pour comprendre cette guerre il faut en comprendre les prémices.

Le 16 mai 1967, le président égyptien Nasser annonce qu'il a décidé d'engager l'épreuve de force contre Israël. L'hostilité contre Israël est à la fois grandissante et palpable en Égypte. En effet, les provocations en Égypte se multiplient. À titre d'exemple, des chants incitant à la violence contre des juifs sont fréquents dans le pays. Les déclarations belliqueuses égyptiennes sont monnaie courante. En ce sens, l'État hébreu décide alors de passer à l'offensive - se sentant en danger. Les populations juives – terrifiées – redoutent quant à elles une deuxième Shoah. Ainsi, l'État hébreu préfère se prémunir de tout danger futur et attaque en prévision.

La stratégie israélienne consiste à frapper en priorité l'Égypte, pivot et inspiratrice de la coalition arabe. Le 5 juin 1967, l'aviation israélienne anéantit la chasse égyptienne au sol. Assurée de la maîtrise des airs, l'armée israélienne pénètre en masse dans le Sinaï. La Jordanie du roi Hussein connaît également une cuisante avanie. Elle doit évacuer la totalité de la Cisjordanie. Face à la Syrie, Israël parvient en quelques jours à conquérir le plateau stratégique du Golan. Par cette guerre des Six jours, Israël a réalisé son rêve de constituer un « Grand Israël » (« Eretz Israël »). Le 27 juin 1967, la Knesset déclare l'annexion de Jérusalem et fait de Jérusalem unifiée la capitale éternelle de l'État d'Israël.

Le 22 novembre 1967 l'ONU, en vertu de la résolution 242, condamne l'acquisition du territoire et affirme le droit à une paix durable et juste pour tous les États.

En 1970, la mort de Nasser provoque l'arrivée au pouvoir d'Anouar el Sadate. Ce dernier fait preuve d'un réalisme politique qui va inverser la tendance sur l'échiquier des relations internationales. À l'inverse de l'ancien président égyptien Nasser qui axait sa politique et son action extérieure sur l'alliance avec les Soviétiques, Sadate quant à lui estime que la solution des conflits dans la région se résoudra plus facilement avec l'aide des Américains.

En 1971, le président fraîchement élu se disait déjà prêt à conclure un accord avec Israël. Toutefois, son objectif est simple : il veut la restitution des territoires égyptiens occupés par Israël - notamment la péninsule du Sinaï. Dans cette optique, l'Égypte s'est préparée militairement et Israël n'y a pas prêté attention. Le 6 octobre 1973, l'offensive égyptienne est une véritable surprise pour l'État hébreu. On parle de la guerre de « kippour » car cette guerre a eu lieu durant la fête juive de « Yom Kippour ». Les arabes ont pris l'initiative de l'attaque et Israël n'a pas anticipé cette attaque arabe. Très rapidement, l'armée égyptienne parvient à franchir le canal de Suez et submerger les forces israéliennes. Au nord, les forces syriennes réoccupent la plus grande partie du plateau du Golan.

Une fois la menace syrienne écartée, Israël s'attaque à l'Égypte en mettant à mal ses forces. Étant donné l'ampleur de l'attaque, l'Union soviétique vient en renfort à l'Égypte et les États-Unis à Israël. Tout cela sous fond de « Guerre Froide ». Avec difficulté, Israël sort à nouveau vainqueur de cette épreuve de force mais les dégâts sont considérables.

Les belligérants acceptent un cessez-le-feu le 22 octobre. Cette guerre constitue le point de départ d'une crise politique grave en Israël où une vague de contestations ébranle le pouvoir travailliste en place. En avril 1974, la première ministre, Golda Meir, présente sa démission et Itzak Rabin la remplace. À terme, la guerre du Kippour a eu pour conséquence l'arrivée au pouvoir du Likoud dès 1977.

En 1977, lors d'une visite à Bucarest, Menahem Begin arrivé au pouvoir, fait savoir qu'une rencontre avec le président Sadate est imminente.

Le 9 novembre 1977, devant l'Assemblée Nationale égyptienne, le président Sadate affirme sa volonté de négocier partout dans le monde, y compris à Jérusalem. Lorsque ce dernier se rend en Israël en novembre 1977 pour y exposer sa vision de la paix, les pays arabes condamnèrent unanimement ce geste perçu comme un acte de lâcheté et de trahison.

Toutefois, la position entreprise par Anouar el Sadate est stratégique – son objectif est de récupérer les territoires perdus pour donner plus de puissance à l'Égypte et s'afficher aux côtés des grandes puissances comme les États-Unis. En janvier 1978, le président américain Jimmy Carter recevait le président Sadate puis en mars le premier ministre israélien.

En septembre 1978, Sadate et Begin rencontrèrent ensemble le président Carter à Camp David. Lors de cette rencontre, Israël a reconnu que la solution du conflit passait par la reconnaissance des droits du peuple palestinien. Par ailleurs, Israël s'engage alors à reconstituer le Sinaï sauf Gaza (1982 le Sinaï est restitué à l'Égypte soit trois ans après le traité de paix israélo-égyptien). À l'inverse, pour la première fois un pays arabe reconnaît le droit d'Israël à exister. On parle alors des accords de « Camp David ». Toutefois, le président Anouar el Sadate en a payé de sa vie : il fût assassiné pour son action et pour sa tolérance envers l'État hébreu.

Section 2 - L'OLP et le conflit israélo-palestinien

L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), qui est une organisation politique et paramilitaire, est créée le 28 mai 1964 au Caire (Égypte) et dirigée par Yasser Arafat. Celle-ci est dotée d'institutions politiques et bénéficie de la légitimité onusienne pour représenter le peuple palestinien, puisqu'elle bénéficie depuis 1974 du statut d'observateur au sein des Nations Unies. Elle est désormais reconnue par la communauté internationale comme seul interlocuteur dans le conflit israélo-palestinien, bien qu'Israël l'ait considérée comme mouvement terroriste jusqu'aux accords d'Oslo de 1993.

À l'origine, l'OLP avait établi la stratégie du « tout ou rien », refusant de reconnaître l'État d'Israël et *de facto* d'entrevoir d'éventuelles négociations. Sa charte interdisait la discussion, la négociation et les compromis. Toutefois, comprenant qu'une telle position ne pouvait pas faire évoluer les

choses pour les Palestiniens, Yasser Arafat a opté pour une nouvelle approche – basée sur le compromis.

En 1974, le Conseil National Palestinien a commencé par rejeter le terrorisme comme moyen d'action. De plus au 19^{ème} congrès palestinien à Alger en 1988, l'OLP sous l'impulsion d'Arafat décide de proclamer un État palestinien en réclamant son installation dans les territoires occupés tout en reconnaissant l'État hébreu. Ceci constitue une avancée symbolique dans la démarche de pacification de la région.

Toutefois, l'OLP se heurte progressivement à la montée politique du Hamas, un mouvement islamiste palestinien créé en 1987 lors de ce que l'on appelle la « première intifada », qui refuse les orientations politiques de l'OLP et privilégie la lutte armée contre Israël.

Le début des années 2000 marque l'éclatement de la 2^{ème} Intifada. La première qui a eu lieu de 1987 à 1993 a substantiellement fragilisé la dynamique de l'OLP et fait prospérer le Hamas – devenant le principal adversaire de l'OLP.

Comment en est-on arrivé au déclenchement de la première intifada en 1987 puis à la seconde en 2000 ?

Partie III - Le conflit israélo arabe sous fond d'intifada

Section 1 - Le contexte et le déroulement de la première intifada (1987-1991)

L'annexion de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza à la suite de la guerre des « Six Jours » en 1967 ainsi que la réglementation de l'accès à l'esplanade des Mosquées et aux lieux saints musulmans, ont provoqué, de façon continue, la recrudescence de la résistance palestinienne à l'intérieur des territoires. Toutefois, un événement survenu en 1987 va avoir pour conséquences la détérioration de la situation et l'embrasement sur le territoire palestinien.

Suite à un accident survenu dans la Bande de Gaza ayant entraîné la mort de quatre palestiniens, un soulèvement populaire spontané est né le 9 décembre 1987. Il s'agit de la première « Intifada ». Cet accident a attisé la révolte des jeunes qui l'ont considéré comme une vengeance après l'assassinat d'un officier israélien deux jours plus tôt. De plus, le chômage de masse et la misère quotidienne chez les jeunes palestiniens ont donné une connotation purement sociale à ce soulèvement, qui était loin de toute instrumentalisation politique, bien qu'il soit cautionné par les différentes factions politiques palestiniennes.

La révolte des jeunes, appelée aussi la « guerre des pierres », s'est traduite d'une part par le lancement de pierres contre des militaires israéliens et, d'autre part, par une désobéissance civile (boycotte, grèves, etc.). La réaction de la part des autorités israéliennes ne s'est pas faite attendre malgré le fait qu'elles soient totalement surprises par l'ampleur de l'intifada. La répression des manifestants ainsi que la démolition de leurs maisons au début de la révolte ont laissé place aux armes dès l'été 1988. Les soldats israéliens eurent recours aux balles en caoutchouc et aux matraques pour étouffer la contestation de plus en plus virulente.

Sur le plan régional, la Jordanie prend ses distances avec la Cisjordanie et exige de l'OLP un nouveau positionnement par rapport aux événements par crainte que ces soulèvements incitent les palestiniens présents sur son territoire. De ce fait, le Conseil National Palestinien (CNP) tient sa 19^{ème} session en novembre 1988 à Alger, à la suite de laquelle la naissance de l'État palestinien et son indépendance sont proclamées.

Cette première intifada prendra fin lors de la signature des accords d'Oslo en 1993, lorsqu'Itshak Rabin, premier ministre israélien, reconnaît l'OLP comme seul représentant du peuple des Palestiniens. Yasser Arafat s'est engagé à mettre fin à cette première intifada.

Section 2 - Intifadat Al-Aqsa : ou Intifada de l'Esplanade des Mosquées (2000-2002)

L'échec du sommet de Camp David II, organisé sous l'égide du président américain Bill Clinton du 11 au 24 juillet 2000, réunissant le premier ministre israélien Ehud Barak et le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, met en exergue toute la difficulté à résoudre ce conflit. Une situation qui cesse d'agrandir le fossé entre les deux peuples.

Dans ce contexte tendu, le 28 septembre 2000, le chef du Likoud, Ariel Sharon, en visite sur l'Esplanade des Mosquées, déclenche la deuxième intifada, synonyme du rejet de l'occupation israélienne, mais avec une dimension plus violente que celle de 1987. Cette visite perçue comme une provocation et un geste de domination pousse les Palestiniens à la révolte – cette fois-ci avec une dimension régionale plus importante.

En effet, la tension gagne désormais toute la bande de Gaza et la Cisjordanie et s'étend aux points de contrôle de l'armée israélienne. En réponse aux attentats suicides commis par certains Palestiniens, les autorités israéliennes ripostent par les armes tout en ciblant les cadres du Hamas, considérés par Israël comme terroristes. Après 27 mois de révolte, la deuxième intifada se solde par la mort de 2073 Palestiniens et 685 Israéliens.

L'intifada dure jusqu'à fin 2002, mais les violences continuent d'agiter les deux camps durant plusieurs années, et jusqu'à présent d'ailleurs. La déclaration de Trump de transférer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem début 2018 a ravivé les tensions et a marqué le début de la troisième intifada nommée « la grande marche du retour ».

Le processus de paix engagé depuis les accords d'Oslo de 1993, n'a malheureusement pas abouti à des solutions concrètes au conflit israélo-palestinien. Celui-ci se trouve aujourd'hui plus que jamais dans l'impasse.

Partie IV - Les tentatives de paix et de rapprochement entre israéliens et palestiniens

Section 1 - Début du processus diplomatique

La conférence de Madrid le 30 octobre 1991 marque le début d'un processus diplomatique en vue de négociations entre Israël et l'OLP. Les négociations se font petit à petit et des compromis se mettent en place progressivement. Dès 1992, le gouvernement israélien décide de geler la politique de colonisation juive en Cisjordanie et à Gaza. En 1993, la Knesset (Parlement israélien) décide d'abroger la loi qui interdisait aux citoyens d'Israël tout contact avec l'OLP.

Le 13 septembre 1993, Itzhak Rabin et Yasser Arafat signent – sous l'égide de Bill Clinton - un accord qui reconnaît l'existence des deux parties. En effet, dès l'été 1992, le gouvernement travailliste d'Itzhak Rabin qui remplace Itzhak Shamir (hostile à toute négociation avec les Palestiniens) s'engage dans la voie de la paix. Des contacts secrets sont entamés entre Israël et l'OLP en Norvège. Cela aboutira aux accords d'Oslo.

Pour cela, l'OLP doit renoncer aux passages de sa charte appelant à la destruction de l'État juif. Le 9 septembre, Arafat accepte de reconnaître officiellement l'État d'Israël. Le 13 septembre, les deux parties signent ensemble à Washington une déclaration de principe sur le début de l'autonomie palestinienne. Le 4 mai 1994, l'accord Gaza Jéricho s'accorde sur la première phase du retrait israélien.

Toutefois, les espoirs ne furent que de courte durée. En effet en 1995, le premier ministre israélien Itzhak Rabin, favorable aux négociations de paix, est assassiné par un extrémiste juif. Ses obsèques ont lieu en présence du Roi Hussein de Jordanie et du président égyptien Hosni Moubarak. Aux élections de 1996, le dirigeant du Likoud, Benjamin Netanyahu remporte les élections. De plus, avant la mort de l'ancien premier ministre israélien, de nombreux attentats sont perceptibles en Israël – imputables aux activistes du Hamas, hostiles à la paix.

Actuellement, le conflit semble toujours enlisé et la perspective d'une paix entre les deux entités semble à ce jour impossible. Cette situation inextricable encourage le président américain, Donald Trump, à s'emparer de la situation et tenter d'apporter des esquisses de solution. Pourtant, le « plan de paix » proposé par ce dernier est loin de faire l'unanimité.

Section 2 - Le « deal du siècle » proposé par Donald Trump

Depuis son arrivée au pouvoir, le nouveau président américain Donald Trump avait promis de mettre en place un accord de paix au Proche-Orient. Ce plan est confié à Jared Kushner, son gendre, qui y travaille depuis près de trois ans maintenant. Le président américain a dévoilé – après ces trois années de tractations avec Israël, son plan de paix le 28 janvier 2020. L'annonce est faite trois mois avant les élections législatives en Israël alors que le premier ministre, Benjamin Netanyahu, est inculpé dans trois affaires de corruption.

Le président de la Maison Blanche estime être un excellent négociateur et être capable de mener à bien les négociations entre les deux entités. Par ailleurs, il avait fait de la résolution du conflit israélo-palestinien la pierre angulaire de sa campagne électorale. En effet, il s'estime être en mesure d'apporter une paix durable dans la région. En ce sens, ce dernier ambitionne de donner un signal fort à ses électeurs : être le président qui a été capable de réussir là où tous ses prédécesseurs ont échoués.

Le « deal du siècle » n'a pourtant pratiquement aucune chance de voir le jour et de parvenir à la paix. En effet, ce plan est loin de satisfaire les deux parties. Les Palestiniens se sentent exclus et lésés dans cette proposition américaine bien que Donald Trump affirme pourtant qu'ils finiront par s'y rallier. De plus, ce plan a été fait et pensé uniquement avec les Israéliens. Depuis la décision de Donald Trump de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem en décembre 2017, l'Autorité palestinienne a interrompu ses relations diplomatiques avec Washington et n'a donc pas souhaité se joindre à l'élaboration de ce plan.

L'élaboration du plan et la réalité du terrain

Dans l'élaboration de ce plan, Donald Trump a œuvré en tant que promoteur. En effet, en analysant la situation et le morcelage actuel il a élaboré le futur État palestinien. Ceci sous-tend l'idée qu'il ne souhaite pas façonner le territoire mais le conserver tel quel en tentant de l'ajuster avec ce qui préexiste déjà. À titre d'exemple, il souhaite que les colonies israéliennes en Cisjordanie soient reconnues. Cela sous-entend que la Palestine se concentrera sur la bande de Gaza et quelques parties morcelées de la Cisjordanie.

D'un point de vue logistique, Donald Trump reprend des idées déjà proposées auparavant comme l'utilisation d'un tunnel reliant les territoires palestiniens en Cisjordanie et la Bande de Gaza. Dans le cadre de ce projet, Israël n'abandonnerait pas ses colonies et en incorporerait la grande majorité dans un territoire israélien contigu. Il faut rappeler également que Donald Trump avait également déjà reconnu la souveraineté israélienne sur le Golan.

Dans les faits, le manque de continuité territoriale représenterait un ensemble très fragmenté. La Palestine constituerait ainsi un État entre Gaza et des villes satellites et les Israéliens restent sur la vallée du Jourdain. Ce plan prévoit également un État démilitarisé pour la Palestine. En cela, on ne peut pas parler de souveraineté pleine et entière. Enfin, le point le plus épineux concerne la ville sainte de Jérusalem.

Statut de Jérusalem

Après la reconnaissance fin 2017 de la souveraineté d'Israël sur la ville de Jérusalem et en y installant son ambassade le 14 mai 2018, Donald Trump continue dans la même dynamique. En effet, le plan concède aux Israéliens Jérusalem comme capitale. Lors de la présentation du plan, Donald Trump a déclaré : « je l'ai déjà fait pour vous » en s'adressant à Benjamin Netanyahu concernant l'attribution de Jérusalem comme capitale israélienne. À l'inverse, les Palestiniens demandaient à ce que l'ensemble de Jérusalem-Est devienne leur capitale et non pas Abou Dis, en périphérie de Jérusalem, comme le propose le plan de Donald Trump. En effet, la capitale palestinienne ne serait pas située à Jérusalem mais en périphérie de la ville sainte. Dans les faits,

on peut difficilement imaginer une capitale identique pour deux États – en cela Donald Trump estime qu'il est préférable d'attribuer comme capitale palestinienne une ville avoisinante.

Suite à la présentation du plan, la colère n'a pas tardé à se faire sentir du côté palestinien. Mahmoud Abbas a affirmé publiquement que « Jérusalem n'est pas à vendre ni à négocier ». Le président américain avait toutefois anticipé ce refus. C'est pourquoi il a promis la mobilisation d'une cinquantaine de milliards de dollars d'investissement dans les territoires palestiniens en échange d'un adieu aux armes et de la reconnaissance de l'État d'Israël.

Toutefois, comme l'a formulé Mahmoud Abbas : « *Le plan Trump ne passera pas, [...] aucun Palestinien ne peut accepter un État Palestinien sans Jérusalem* ». Ce dernier ne saurait accepter cette concession qui susciterait la colère de son peuple et le ralliement quasi certain de la majorité des Palestiniens au Hamas. Il craint qu'une attitude trop désinvolte de sa part détourne de façon définitive les Palestiniens de l'Autorité palestinienne. En cela, il a affirmé haut et fort sa désapprobation.

Retour sur les critiques

Le plan a été très critiqué. L'Autorité palestinienne a vivement critiqué ce plan de paix. En effet, les représentants palestiniens se sont vivement opposés à ce plan auquel ils n'ont jamais été associés et qui ignore toutes leurs volontés. Mahmoud Abbas a, par ailleurs, déclaré vouloir rompre les relations diplomatiques entre l'Autorité palestinienne, Israël et les États-Unis.

Lors de son discours aux Nations unies, ce dernier évoque un plan de conspiration et affirme : « *Nous rejetons le plan israélo-américain qui remet en question les droits légitimes des Palestiniens et ferait de la Palestine un État fragmenté* », évoquant une situation « *d'apartheid* » et l'absence de souveraineté pour son peuple ».

Ce dernier a invité la communauté internationale à rejeter ce plan. Pour les Palestiniens ce n'est pas un pas vers la paix. Lorsque le plan a été présenté, des rassemblements anti-israéliens et anti-américains ont eu lieu dans les territoires palestiniens et à Gaza. Il y a eu de nombreuses

manifestations - toutes factions confondues. Certains États arabes ont eux aussi vivement critiqué ce plan. Les réactions des pays arabes face à ce plan sont très intéressantes puisqu'elles permettent de faire un état des lieux des systèmes d'alliances dans la région. « *Le plan de paix de la honte imposé par l'Amérique aux Palestiniens est la trahison du siècle et est voué à l'échec* », écrit dans un communiqué le ministère des Affaires étrangères iranien. La ligue arabe, l'Organisation de la coopération Islamique et l'Union Africaine ont affirmé leur soutien à la Palestine. Alors que les relations entre Erdogan et Donald Trump sont au plus mal depuis l'attaque de la Turquie en Syrie, le ministère des Affaires étrangères du pays a déclaré que ce plan était « mort-né ». La Jordanie, dont la moitié de la population est constituée de réfugiés palestiniens, a annoncé que : « la seule voie vers la paix est l'établissement d'un État palestinien indépendant sur les frontières de 1967 ».

À l'opposé, les Emirats arabes unis, qui se sont discrètement rapprochés d'Israël ces dernières années du fait de leur hostilité commune à l'Iran, ont salué « une initiative sérieuse, un important point de départ pour un retour à la table des négociations ». Pour des raisons similaires, l'Arabie Saoudite a souligné « apprécier » les efforts de Donald Trump pour un plan de paix au Moyen-Orient. De leur côté, Oman et Bahreïn ont également affiché leur soutien. Pour Rami Khoury, spécialiste libanais de la scène géopolitique proche-orientale, les monarchies du Golfe sont trop dépendantes des États-Unis en matière de sécurité pour pouvoir critiquer ouvertement une initiative de Donald Trump. L'Égypte, qui avait été un pays pilier du processus de paix d'Oslo et de la solution à deux États, a appelé à une « étude approfondie » du plan proposé par le président américain.

Naturellement et sans grande surprise, le Hamas au pouvoir dans le Bande de Gaza a rejeté le plan.

L'Europe et le « deal du siècle »

Dans un communiqué du Quai d'Orsay, la France salue les efforts du président Trump mais Emmanuel Macron a précisé : « Il faut être deux pour faire la paix. On ne peut y parvenir avec une seule partie ». Dans une déclaration commune avant la réunion du Conseil de sécurité, les membres de l'Union européenne siégeant dans cette instance (Belgique, France, Allemagne, et l'Estonie) ont réaffirmé que ce plan est déséquilibré car bien trop favorable à Israël et ont souligné leur

engagement vers une solution à deux États, dont « un État d'un seul tenant, indépendant, démocratique, souverain et viable » pour les Palestiniens.

Enfin, Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères a annoncé que l'Union européenne est « particulièrement préoccupée » par la volonté d'Israël d'annexer la vallée du Jourdain. Il ajoute que « l'initiative américaine, telle que présentée le 28 janvier, s'écarte des paramètres convenus au niveau international » et que « l'Union Européenne rappelle son attachement à une solution négociée fondée sur la coexistence de deux États, sur la base des frontières de 1967, avec des échanges de terres équivalents, avec l'État d'Israël et un État de Palestine indépendant, démocratique, d'un seul tenant, souverain et viable ». Il réaffirme surtout que « Conformément au droit international et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Union Européenne ne reconnaît pas la souveraineté d'Israël sur les territoires occupés depuis 1967. Les mesures en vue de l'annexion, si elles sont mises en œuvre, ne pourraient pas passer sans être contestées ».

Toutefois, certains pays se sont prononcés en faveur de ce plan. Le Royaume-Uni s'oppose quant à lui aux pays de l'Union européenne en déclarant que ce plan « pourrait constituer une avancée positive ». Cet avis n'est toutefois pas partagé par les différentes déclarations des représentants des membres de l'Union européenne s'accordant sur la nécessité d'impliquer Israël et la Palestine dans l'élaboration d'un plan de paix.